

ARRETE n° 2005-289

**Arrêté Complémentaire
modifiant les méthodes d'exploitation
et de remise en état de la carrière
dite du « Rocher de Laval »
sur les communes de Neussargues-Moissac et Joursac**

*Le préfet du Cantal
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement et notamment son article L 512.15

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application du code susvisé et notamment ses articles 20 et 18

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

VU l'arrêté préfectoral n° 93.1605 du 28 septembre 1993 autorisant la société CARRIERES MONNERON SA à exploiter une carrière à ciel ouvert de basalte au lieu-dit « Le Rocher de Laval » sur les communes de Neussargues-Moissac et Joursac

VU l'arrêté préfectoral n° 99.1058 du 27 mai 1999 définissant les garanties financières pour la carrière susvisée et son installation de concassage criblage associée

VU les documents fournis par la société CARRIERES MONNERONS SA

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées

VU l'avis de la commission départementale des carrières émis lors de sa séance du :
01 février 2005

CONSIDERANT que toute modification apportée par le demandeur à une installation classée pour la protection de l'environnement en particulier à son mode d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation

CONSIDERANT que des raisons impérieuses liées à la sécurité publique et du travail imposent la modification des méthodes d'exploitation et de remise en état de la carrière dite du « Rocher de Laval » sur les communes de Neussargues-Moissac et de Joursac<

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal

ARRÊTE

Article 1

Le sixième alinéa de l'article « 3.1 Mode d'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1993 susvisé est remplacé par :

« Sauf au niveau du raccordement au rocher en limite d'exploitation, la largeur de la banquette de chaque gradin en fin d'exploitation ne doit pas être inférieure à 7,5 mètres. La pente du front de chaque gradin est de 80° pour une pente moyenne sur la hauteur totale de 55°. Les angles sont, au besoin, adaptés – réduction uniquement – à la nature de la roche. »

Article 2

Le premier tiret du premier alinéa de l'article « 3.3 Remise en état » de l'arrêté préfectoral précité est remplacé par :

« - à constituer une série de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres jusqu'à un carreau final qui ne doit pas être inférieur à la cote NGF 815. En bordure de chaque banquette d'une largeur minimale de 7,5 mètres (à l'exception du raccordement avec le rocher en limite d'exploitation) un merlon est créé pour servir de piège à blocs.

Le dernier tiret du même alinéa est remplacé par :

« - la piste menant au sommet de la carrière et le merlon existant formé avec les déblais de l'exploitation sont détruits. Ces déblais sont utilisés pour modeler un talus au pied du rocher et du ou des derniers gradins. Le talus est ensuite végétalisé avec des plantes et essences locales »

Article 3

L'arrêté n° 99.1058 du 27 mai 1999 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Montant de la garantie financière

La société CARRIERES MONNERON SA produit au plus tard dans le mois qui suivra la notification du présent arrêté pour la carrière susvisée et les installations associées de premier traitement des matériaux susvisées, un acte de cautionnement représentant une garantie financière d'un montant de 113 791 euros.

Cette somme a pour base l'indice TP01 de septembre 2004 soit 512,4. Elle est automatiquement actualisée, sous la responsabilité de l'exploitant, lorsque l'indice progressera de plus de 15%.

Ce montant peut, le cas échéant, être révisé si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision est initiée soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'inspecteur des installations classées.

Justification de la garantie financière

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

La garantie financière est constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

L'attestation de renouvellement de la garantie financière actualisée doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être engagées, l'absence de garanties financières constatée après mise en demeure, entraîne la suspension de l'autorisation.

Appel à la garantie financière

Indépendamment des sanctions pénales qui peuvent être engagées, le préfet fait appel à la garantie financière :

- *soit en cas de non-respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement*
- *soit après disparition juridique de l'exploitant et l'absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.*

Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée que par arrêté préfectoral, après constat par l'inspecteur des installations classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

Suivi de l'exploitation et de la remise en état

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont mentionnés :

- *le périmètre autorisé*
- *le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée est repérée)*
- *les éléments dont l'intégrité conditionnement le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc ...)*

Ce plan est mis à jour tous les ans au 31 décembre.

Cette mise à jour concerne :

- *l'emprise des infrastructures (installations – pistes – stocks ..)*
- *les surfaces défrichées à l'avancement*
- *le positionnement des fronts*
- *l'emprise des chantiers (découverte – extraction – parties exploitées non remises en état)*
- *l'emprise des zones remises en état.*

Les surfaces de ces différentes zones sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts – par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière – sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut en demander une copie certifiée à jour par l'exploitant.»

Article 4 **Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Neussargues-Moissac et Joursac pour y être consultée par toute personne intéressée.

Il est affiché pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

Cet arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 **Délais et voies de recours**

*Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Clermont Ferrand.
Le délai de recours est de deux mois le permissionnaire et de six mois pour les tiers à compter de la publication du présent arrêté.*

Article 6 **Diffusion**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie est adressée à :

- *messieurs les maires des communes de Neussargues-Moissac et Joursac chargés des formalités d'affichage*
- *madame le sous-préfet de Saint Flour*
- *monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Clermont-Ferrand*
- *monsieur le chef de la subdivision de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à Aurillac*
- *monsieur le directeur régional de l'environnement à Clermont-Ferrand*
- *monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à Aurillac*
- *madame la directrice départementale de l'équipement à Aurillac*
- *monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à Aurillac*
- *madame le chef de service départemental de l'architecture et du patrimoine à Aurillac*
- *monsieur le commandant du groupement de gendarmerie du Cantal à Aurillac chargé chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.*

A Aurillac, le 1^{er} mars 2005
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

signé : Christian POUGET